

# Europe, l'humain d'abord, pas la finance ! (p. 4)

Supplément à l'Humanité

# Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction : Jacques Chabalié - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur : Jean-Louis Le Moing  
Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous  
Creative Commons  
BY-NC-SA

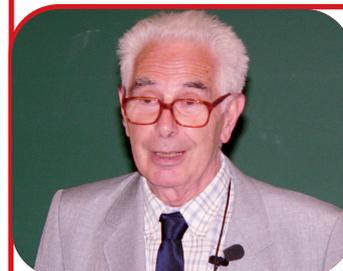
## SNCF, HÔPITAL, CARREFOUR, FONCTION PUBLIQUE...

# Un vent de contestation

Page 3

### SERVEZ-VOUS

BADGE SNCF



VENDREDI 6  
ET SAMEDI 7 AVRIL  
Hommage à J.-P. Kahane

Voir page 4

### Barrages

Rendez-vous le 8 avril 2018  
au barrage du Sautet (Isère)

Formons une grande chaîne  
humaine pour empêcher le privé  
d'entrer dans les concessions  
hydrauliques publiques

INSCRIVEZ-VOUS  
<http://2017.pcf.fr/>

### MÉDIAS

Stéphane Peu  
5 avril, Matinale de LCP



phototheque.org

## Universités



La mobilisation est à la hausse sur les campus. Ici à Montpellier.

## Migrants



Journée de travail au siège du PCF sur le Manifeste "Pour une France hospitalière et fraternelle".



## Sarcelles

La communiste Annie Péronnet élue maire de Sarcelles (Val-d'Oise)

## Expulsions



### Arrêté « anti-mise à la rue »

La fin de la trêve pour les expulsions est fixée au 1<sup>er</sup> avril. En 2018, les élus communistes mèneront la bataille contre ces expulsions et leurs conséquences. Une des armes de cette bataille est l'arrêté que prennent de nombreux maires chaque année. Prenant en compte les objections faites par la justice, ces élus ont progressivement fait évoluer cet arrêté, avec Maître Weyl, et plus particulièrement depuis deux ans, avec l'idée de mettre les préfets devant la responsabilité qui est celle de l'État de faire appliquer le droit au logement. L'obligation de relogement renvoie à l'obligation de l'État, en tant que garant du droit au logement, et non aux villes ou aux bailleurs. C'est dans cette optique que l'ancienne accroche "anti-expulsion" est désormais remplacée par l'intitulé "Arrêté anti-mise à la rue". Il est important, pour que la bataille collective puisse être gagnée, que chacun veille bien à retenir ce nom. Les maires souhaitant entrer dans la démarche peuvent confier ce projet à leurs services. Pour les élus minoritaires, cet arrêté peut se transformer en projet de vœu à proposer au Conseil municipal. Pour donner visibilité et force à cette action politique, le maire de Stains, Azzédine Taïbi, a invité les élus dans sa mairie pour une signature collective, vendredi dernier. ✪

## Marche blanche

Pierre Laurent et la délégation communiste pour l'hommage à Mireille Knoll



## SNCF

5 avril  
Pierre Laurent  
Solidarité avec  
les cheminots

Sur la ligne Abbeville - le Tréport

- 13 h 06 : arrivée à la gare de Woincourt (Somme), accueil par le Maire
- 13 h 15 : rencontre avec un collectif d'usagers, les élus et les syndicats de cheminots
- 15 h : conférence de presse à la gare du Tréport (Seine-Maritime) avec Pierre Laurent, Sébastien Jumel, Benoit Hamon, Gérard Filoche, Olivier Besancenot, François Ruffin (sous réserve), des représentant.e.s du PG, EI, PCOF, ND, AL



# Un vent de contestation

Vendredi dernier 30 mars, Thierry Aury, membre du Conseil national, présentait devant le CN un rapport intitulé « Dans la situation politique et sociale actuelle, nos initiatives à déployer en lien avec la préparation du Congrès ».

**D**ans une première partie, Thierry Aury détaillait « l'ampleur et la profondeur de la crise de notre société, blessée, fragilisée, abîmée par des décennies de choix libéraux, aggravés encore par les renoncements et trahisons du quinquennat précédent ». Si l'actualité est « grosse de dangers », ajoutait-il, elle est aussi « grosse de possibles ». « En quelques semaines, nous le sentons toutes et tous, des choses ont bougé, parfois radicalement, et continuent de bouger, avec des évolutions quotidiennes qu'il nous faut suivre très attentivement. (...) Le climat général a changé et le gouvernement semble rentrer dans une zone de tempête. » Voir la mobilisation des retraités, des Ehpad, des cheminots, des fonctionnaires, dans les écoles, les universités, les communes et départements. « Incontestablement une prise de conscience se fait dans des secteurs croissants de la société et nous devons consacrer toute notre énergie à faire grandir les convergences. » La journée d'action interprofessionnelle du 19 avril sera une nouvelle étape « dans la construction d'un mouvement social de masse qui mette le pouvoir et le Medef sur la défensive ». Macron fait le pari de passer en force, au pas de charge, mais cela « n'est pas sans risque pour lui comme le montre le climat de mécontentement ». Le pouvoir se heurte « à une prise de conscience grandissante du fossé entre les sacrifices demandés à la grande majorité, aux petites gens, face à l'immensité des fortunes accumulées par certains ».

## Très forte mobilisation communiste

Le rapporteur fit le point sur les initiatives prises par le PCF : « On peut parler d'une très forte mobilisation des communistes, réellement présents sur tous les fronts. » Il s'est attardé sur quelques grands axes de lutte (SnCF, Santé, Numérique, Écologie). « Toutes les initiatives d'actions que nous prenons doivent être des apports pour notre débat de congrès : comment réfléchir, à partir des luttes que nous sommes capables de mener, la reconstruction d'une alternative politique dans les conditions d'aujourd'hui. Comment rendre notre parti plus utile et efficace pour cela ? Il nous faut réinterroger forcément nos rapports aux actrices et acteurs de ces luttes, comme aux mouvements qui existent dans la société, sur notre capacité à travailler, sur le long terme, avec le plus grand nombre,

comme pour nous aider à définir les outils nous permettant d'y parvenir. Beaucoup de sections et de fédérations ont lancé un calendrier de travail autour des 4 grandes thématiques du congrès en présence, régulièrement, d'un ou une dirigeant-e national-e, d'animateur ou animatrice de chantier ou d'un ou une membre de la commission du texte sollicité pour l'occasion. Des assemblées générales de sections se tiennent également dont les comptes rendus commencent à nous parvenir. Il nous faut encourager ces envois. (...) Le nombre de communistes qui débattront ensemble, comme la qualité des questions que nous saurons mettre en avant, participeront à faire de ce congrès un congrès extraordinaire. Et nous ne partons pas de rien ! » Le rapporteur rappelait les différentes étapes de préparation : consultation des adhérentes et adhérents, assemblée des animateurs et animatrices de section, adoption d'une feuille de route.

« Nous sommes désormais dans une seconde phase, celle du travail des chantiers et de l'écriture de la proposition de base commune à plusieurs mains, alimentée par les réflexions des chantiers et par les contributions. Bien qu'en augmentation, le nombre de camarades qui se mêlent au débat, dans ce second temps, est encore trop peu élevé. Nous devons poursuivre l'effort d'implication du plus grand nombre de communistes dans notre activité, dans les débats de congrès. »

Thierry Aury terminait ainsi son rapport : « Nous avons dit : nous voulons un congrès en lien avec la vie, pas un congrès en vase clos. Je crois que nous sommes bien partis de ce point de vue : nous sommes très mobilisés dans toutes les luttes actuelles et cela modifie, dans le réel, l'état d'esprit des communistes ; cela doit nous encourager à mener de manière ouverte, rassembleuse, dynamique, offensive, les débats de notre congrès, afin qu'il constitue un événement positif pour notre peuple, pleinement utile au combat pour la transformation sociale. »

Au terme de cette session de vendredi, le CN a adopté une déclaration, « Les communistes à l'offensive. Faisons dérailler Macron ! », qui liste les luttes où les militants sont engagés, SNCF, Hôpitaux, Ehpad, Énergie, Alstom, Éducation, Fonction publique, territoires, agriculteurs, logement, libertés... L'intégralité du rapport de Thierry Aury et de cette résolution sont sur le site du Parti. ✪

G. S.

## GAZA Le PCF demande une intervention immédiate pour que cessent les exactions du gouvernement israélien

Chaque 30 mars, lors de la grande marche du retour pour la Journée de la terre, les Palestiniens commémorent la mort, en 1976, de six Arabes israéliens tués lors d'une manifestation contre la confiscation de leur terre par Israël. Ils se mobilisent pour faire droit au retour des réfugiés palestiniens.

Cet année, ils étaient plus de 30 000 sur la bande de Gaza à manifester pacifiquement alors que des tireurs d'élite de l'armée israélienne avaient l'autorisation de tirer sur eux à balles réelles. Vendredi 30 mars, on compte 16 Palestiniens assassinés et plus de 1 500 blessés.

Ce massacre intervient dans un contexte où le gouvernement d'extrême droite israélien se sent pousser des ailes. Aidé par les décisions mortifères de Trump, il s'attaque aux « Arabes israéliens », c'est-à-dire les Palestiniens restés en Israël après 1948, en adoptant à la Knesset la loi sur "l'État-nation", qui va constitutionnaliser le caractère exclusivement juif de l'État et l'apartheid.

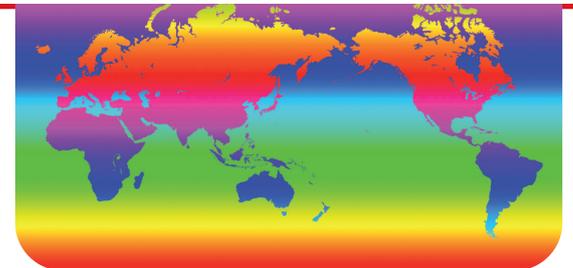
Jusqu'où ira cette politique qui fait feu de tout bois des lois internationales et des droits humains des Palestiniens ? [...] ✪

PCF

## PLANÈTE

# Course aux armements

Le Parlement doit débattre de la question des ventes d'armes et du traité d'interdiction des armes nucléaires adopté par l'ONU.



**S**ur la période 2013-2017, les ventes d'armes dans le monde ont augmenté de 10 % en volume par rapport au quinquennat précédent 2008-2012. La France a quant à elle augmenté de 27 % ses ventes, supplantant ainsi l'Allemagne. La France est maintenant le troisième exportateur mondial.

Sur la période la France a vendu des armes à 81 pays et en premier lieu à l'Égypte qui est le premier client en achetant 25 % des ventes de Rafale et de navires de guerre effectués par la France. Au-delà de l'Égypte, les grands clients des Dassault, Thales, etc. sont la Chine et l'Inde.

Sur ce sujet un des problèmes principaux réside dans le fait que la loi de programmation militaire en vigueur sur cette période considère le commerce des armes comme un élément de compétitivité de l'économie française. On eut préféré que ce soit le cas pour les activités relevant des industries du génie biologique et médical, secteur où la France est largement dépendante de l'Allemagne et des États-Unis.

Mais au-delà des chiffres et de la problématique générale, la question de la destination de ces armes et de leur utilisation sur les champs de bataille des conflits actuels, en particulier au Proche et Moyen-Orient posent des questions importantes que des ONG comme Amnesty International, Droit et solidarité ainsi que le Mouvement de la paix posent et posent, en particulier lors du salon international des ventes

d'armes d'Euro Satory qui doit se dérouler du lundi 11 au vendredi 15 juin 2018 au Parc des Expositions de Villepinte. Ainsi depuis 2015 la guerre au Yémen a fait environ 10 000 morts et plus de 50 000 blessés dont de nombreux civils. Or la France a livré différents types de matériels militaires en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis. Rien n'interdit de penser que l'Arabie saoudite utilise des armes françaises au Yémen. La France risque donc d'être en violation de ses engagements internationaux en fournissant armes et services de maintenance aux pays de la coalition arabe qui combattent les rebelles houthistes au Yémen et ont largement et sans discernement bombardé des populations civiles. Récemment interrogé sur la légalité de ces ventes d'armes et sur le respect du traité international de contrôle des ventes d'armes, un des porte-parole du ministère des Affaires étrangères a indiqué que « la France dispose d'un système de contrôle des exportations de matériel de guerre robuste et transparent... et les décisions d'exportation sont prises sous la responsabilité du Premier ministre dans le strict respect des engagements internationaux de la France ». Matignon avait indiqué que « Les Emirats sont présents sur le sol yéménite avec certains équipements français, mais ce ne sont pas ces armements qui sont impliqués dans les dommages collatéraux qui doivent cesser », avait ajouté Matignon.

Amnesty International, pour sa part, dénonce "l'opacité" des procédures et estime "impératif que le Parlement débattre des ventes d'armes françaises et exerce un contrôle sur celles-ci".

De son côté, Donald Trump relance la course infernale aux armements nucléaires alors que l'ONU a adopté en juillet 2017 un Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Sur cette question, la France n'est pas en reste avec son projet de loi de programmation militaire 2019-2025, qui propose de consacrer quelque 6 milliards d'euros par an pour la modernisation de son arsenal nucléaire. Plutôt que de s'inscrire du mauvais côté de l'histoire, elle ferait mieux de respecter ses engagements au sein du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et de se rapprocher des autres États dotés des armes nucléaires (EDAN : Royaume-Uni, Russie et Chine) afin de persuader les USA de revoir leur posture.

Le Parti communiste français souhaite que le parlement débattre le plus rapidement possible de toutes ces questions et qu'il dispose de tous les outils d'investigation nécessaires pour mener à bien sa mission. ✪

Laurent Péréa

Membre du Conseil national du PCF  
Responsable adjoint des relations internationales

# Pour une refondation démocratique de l'Europe

La session, samedi 31 mars, du Conseil national, portait sur l'Europe. Elle était ouverte par un rapport d'Anne Sabourin, membre du CEN, responsable aux questions européennes, évoquant la préparation des élections européennes du 26 mai 2019 où la France devrait élire 79 représentants à l'assemblée européenne. Elle a abouti à l'adoption d'une résolution « En Europe, l'humain d'abord, pas la finance ! » qui détaille d'abord la crise profonde de la construction européenne : « Nous voici entrés dans une ère de régression civilisationnelle où la guerre est à l'horizon. »

Dans ces conditions, « le danger est grand d'avoir un Parlement européen dominé par une droite radicalisée, l'extrême droite et les populistes. Les communistes ne seront pas les témoins horrifiés de l'accélération de l'intégration européenne néolibérale où de la guerre des nationalismes. Nous refusons le piège idéologique tendu par Emmanuel Macron d'une division entre « pro et anti UE » – ce même piège que nous avons su déjouer en 2005 – qui évacue la question du contenu des politiques menées et de la responsabilité des gouvernements français qui ont tous soutenu et promu ces politiques. Nous ne pensons pas non plus que l'alternative à l'UE libérale réside dans une sortie de l'UE et de l'euro. Croire que cette option, dans un monde d'interdépendance, permettrait à notre peuple de se dégager du capitalisme ou de la concurrence mondiale entre les travailleurs et les peuples est une illusion. (...) Il y a des défis mondiaux comme l'enjeu écologique, la lutte contre l'évasion fiscale, les gigantesques capitaux spéculatifs mondiaux ou encore la domination du dollar qui exigent une organisation à l'échelle régionale. D'ailleurs, les Français comme la plupart des peuples européens ne veulent plus de cette UE mais ne veulent pas non plus en sortir. C'est à travers d'intenses luttes pour la reconquête de pouvoirs sur les orientations de l'UE et pour le respect des souverainetés populaires et nationales que se situe la voie d'une refondation démocratique de l'Europe. »

La résolution proclame que le PCF « entre en campagne dès aujourd'hui autour de trois objectifs : 1) Rompre avec l'UE libérale et porter une vision alternative de la coopération entre les peuples : au service des intérêts populaires et internationalistes. Nous voulons l'Europe de l'humain d'abord, non de la finance. Nous voulons une France libre dans une Europe solidaire. » Ici le texte dé-

taille quatre « fils rouges » (contre l'Europe de la concurrence, de la finance, des coups d'Etats financiers, de la domination) et quatorze engagements de campagne (services publics, dumping social, droits nouveaux, environnement, industrie, alimentation, culture, fonds européen, justice fiscale, institutions, migrants, commerce, paix...). Autant de priorités mises « au service des luttes et du pot commun des convergences possibles entre forces de gauche ».

## Construire une plateforme commune

2) « A partir de cette vision, travailler les convergences pour construire une liste porteuse de l'objectif « L'humain d'abord, pas la finance » et faire élire des députés communistes et de gauche capables de défendre les intérêts populaires et de porter une autre voix de la France que celle de Macron ou de la droite LR et de l'extrême droite. (...) Le PCF lance un appel aux actrices et acteurs du mouvement social et citoyen, à toutes les forces de gauche opposés à la politique de Macron pour construire une plateforme commune et une liste qui incarnent le choix fondamental de l'humain face à la finance (...). Cette liste devrait viser une très large ouverture aux acteurs du mouvement social et pourrait permettre une convergence des forces politiques progressistes dans le respect des différences mais autour d'objectifs communs. En tout état de cause, le PCF prendra ses responsabilités pour construire une liste de rassemblement. » 3) « Unir et renforcer les forces progressistes dans le Parlement européen autour d'axes politiques ouvrant des brèches dans la construction libérale de l'UE. »

La résolution énumère enfin les outils de campagne dont se dote le CN : débats publics, pétition, bilan des élus, accès aux médias, comité de surveillance, équipe nationale de campagne notamment chargée « de rassembler les propositions de candidatures nécessaires à la construction de la liste large que nous visons. » Au CN de juin, elle soumettra de premières propositions avec comme objectif la finalisation de la liste à l'automne.

L'intégralité de cette résolution ainsi que le rapport introductif d'Anne Sabourin sont disponibles sur le site du Parti. ✪

G. S.

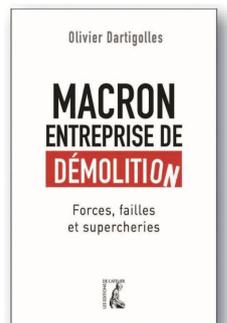
## Qui finance « Sauvegarde retraites » ?

« **S**auvegarde retraites » : l'intitulé est séduisant mais l'habit, on le sait depuis longtemps, ne fait pas le moine. Derrière cette appellation se cache un groupuscule hyperactif via internet, les médias, la poste, les envois à domicile, les tracts, etc., dont l'objectif affiché est de discréditer le système français de retraite. Et de cracher au passage sur les syndicats... et les fonctionnaires. Membre de la mouvance « Liberté chérie », des maniaques de l'ultralibéralisme et de l'atlantisme, cette officine est proche de formations comme « Droit de naître » ou des défenseurs de la tradition, de la famille et de la propriété... C'est une structure très centralisée (trois membres au conseil d'administration, à peu près intouchables), assez fantomatique mais disposant pourtant de fonds considérables. Car « Sauvegarde retraites » s'offre des campagnes de pub spectaculaires et haineuses – contre les cheminots ces temps-ci –, des pleines pages dans la presse nationale ou régionale. Tout ça coûte bonbon, des millions d'euros. Qui paie ? Qui sont les parrains ? « Sauvegarde retraites », à la différence des retraités, n'a pas de problème de trésorerie. Mais il faudrait avoir l'esprit bien mal tourné pour imaginer que son argent pourrait provenir d'autres poches que celles des gogos qui ont gobé sa propagande. ✪

Gérard Streiff

## MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries  
Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)  
COMMANDE des organisations  
Règlement à l'ordre du PCF à :  
PCF - 2, place du Colonel-Fabien  
75019 Paris  
Prix préférentiel pour les fédérations



Pour des débats autour du livre :  
Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr (Tél. : 01 40 40 11 11)

PROCHAINES RENCONTRES AUTOUR DU LIVRE D'OLIVIER DARTIGOLLES  
6 avril, Bordeaux, 14 h  
et à Pontault-Combault, 20 h  
9 avril, Meurthe-et-Moselle  
11 avril, Langon (Gironde)  
17 avril, Valence (Drôme)

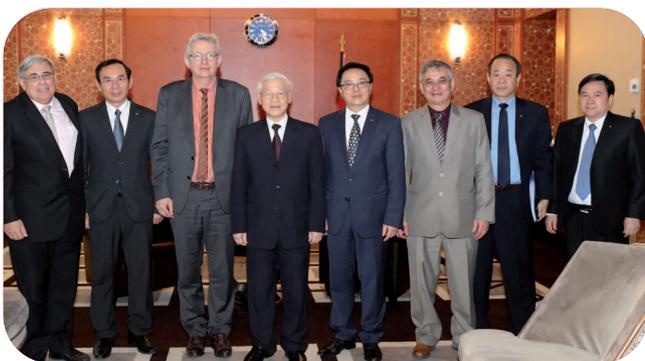
## SOUSCRIPTION

Je verse : ..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"  
2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19  
<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.



## Vietnam

A l'occasion d'une visite officielle en France du secrétaire général du PC du Vietnam, Nguyen Phu Trong, à l'invitation du Président de la République, rencontre avec une délégation du PCF composée de Pierre Laurent, Jean-Charles Nègre et Denis Rondepierre.



« il faut allier l'optimisme de la raison au pessimisme d'une volonté momentanément impuissante »  
Jean-Pierre Kahane, mars 2016

### VENDREDI 6 AVRIL 2018 de 18H30 à 21H une vie de convictions

Plusieurs témoins évoqueront le parcours et la personnalité si attachante de Jean-Pierre, ses multiples engagements, son humour, sa bienveillance aussi bien que son éternelle ténacité :

Michèle Audin, mathématicienne

Amar Bellal et Jean-François Bolzinger, respectivement rédacteur en chef et directeur de publication de la revue *Progressistes*

Antoine Guerreiro, secrétaire national de l'Union des étudiants communistes

Ivan Lavallée, informaticien ; François Périnet, physicien

Françoise Varouchas, mathématicienne

Stéphane Jaffard, président de la Société mathématique de France de 2007 à 2010, évoquera la découverte des ondes gravitationnelles conjecturées par Albert Einstein, cette détection ayant nécessité l'utilisation de méthodes récentes du domaine de recherche de prédilection de Jean-Pierre Kahane

### SAMEDI 7 AVRIL 2018 de 9H à 13H des engagements toujours d'actualité

#### 9H - 11H • Défendre et promouvoir la démarche scientifique

avec Yves Bréchet, membre de l'Académie des sciences président de l'Union rationaliste  
Édouard Brézin, président de l'Académie des sciences de 2005 à 2006  
Karine Chemla, épistémologiste  
Évariste Sanchez-Palencia, mathématicien membre de l'Académie des sciences

table ronde animée par Ivan Lavallée

#### 11H - 13H • Transmettre les connaissances, enseigner les mathématiques

avec Jean-Michel Bony, membre de l'Académie des sciences  
Olivier Gebuhrer, mathématicien  
Michel Henry, administrateur de l'Union rationaliste ancien président du comité scientifique des Irem (Instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques) un professeur de mathématiques du secondaire  
Cédric Villani, mathématicien, médaille Fields en 2010 ; il vient de rendre en janvier 2018 un rapport sur l'enseignement des mathématiques dans l'enseignement primaire et secondaire

table ronde animée par Michel Laurent

afin de vous accueillir dans les meilleures conditions, veuillez envoyer votre réponse de participation à l'adresse électronique : mlaurent@pcf.fr ou au téléphone : 06 73 48 92 70 - merci d'avance